



NATIONS UNIES

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ C'EST POSSIBLE

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'APRÈS-2015

*Ne pas diffuser
avant le 18
septembre à
11h00, heure de
New York
(GMT-4)*

Selon un rapport de l'ONU, les pays les plus pauvres ont besoin d'un accès élargi à l'aide, au commerce, à l'allégement de la dette, aux médicaments et aux nouvelles technologies

L'écart entre les promesses faites et celles réalisées par les pays développés freine la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

New York, 18 septembre — Selon un nouveau rapport présenté aujourd'hui par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, la réalisation des cibles des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) se rapportant au partenariat mondial qui vise à améliorer les conditions de vie de la population et à mettre fin à la pauvreté a produit des résultats mitigés en matière d'accès élargi des pays les plus pauvres à l'aide, au commerce, à l'allégement de la dette, aux médicaments essentiels et aux technologies.

Les conditions de vie de millions de personnes dans le monde se sont améliorées grâce aux efforts concertés entrepris à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale pour réaliser les OMD. Il ressort de statistiques récentes que, certaines cibles ont déjà été atteintes (réduction de la pauvreté, amélioration de l'accès à l'eau potable, amélioration des conditions de vie des habitants des taudis et parité des sexes dans l'enseignement primaire) et que d'autres pourraient l'être d'ici à la fin de 2015. Mais beaucoup reste à faire.

« Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants et citoyens du monde entier doivent résolument prendre part à l'action collective qui vise à éliminer la pauvreté, élever le niveau de vie et préserver l'environnement », a dit M. Ban. « J'engage tous les gouvernements et les institutions internationales à continuer de renforcer le partenariat mondial pour le développement, afin que nous puissions marquer le commencement d'un avenir plus viable. »

Dans son rapport de 2014 intitulé « L'état du partenariat mondial pour le développement », le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD fait le point des engagements pris au titre de l'objectif 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement). Cet objectif a été établi pour demander aux pays développés de fournir certains types d'appui aux pays en développement pour les aider à atteindre les sept autres objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux qui concernent la réduction de la pauvreté, la faim et la mortalité maternelle et postnatale, l'amélioration de l'accès à l'éducation et la viabilité écologique.

Selon M. Ban, le rapport met l'accent sur l'écart qui persiste entre les engagements pris et la coopération effective, l'objectif ultime étant d'aider la communauté internationale à le combler.

Il est constaté dans le rapport que certaines cibles de l'objectif 8 sont sur le point d'être atteintes et que les progrès accomplis en ce qui concerne les autres continuent d'être lents. L'accès aux marchés en franchise de droits et hors quota a été élargi aux exportations des 49 pays les moins avancés, mais les subventions agricoles dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) restent profondément ancrées. L'allégement de la dette des pays les plus pauvres a augmenté, mais les petits États continuent de se heurter à des problèmes de soutenabilité de la dette. L'investissement privé a permis aux pays en développement d'avoir davantage accès aux télécommunications, à un coût moins élevé, mais il faut accélérer les progrès pour réduire les écarts avec le reste du monde. En outre, de trop nombreuses personnes continuent d'être privées d'accès aux médicaments essentiels à un coût abordable.



UNITED NATIONS

L'aide atteint un niveau record, mais elle est en baisse pour de nombreux pays

Après deux années de baisse, l'aide publique au développement a atteint un niveau record (135 milliards de dollars en 2013), mais elle est restée inférieure de 180 milliards de dollars par rapport aux engagements pris et renouvelés par les États Membres de l'ONU. Cette reprise tient en grande partie à l'accroissement de l'aide multilatérale et de l'aide humanitaire. Plusieurs pays ont soit augmenté le montant de l'aide en 2013, soit atteint l'objectif consistant à lui consacrer 0,7 % de leur revenu national brut. Les pays qui y ont consacré plus de 0,7 % du revenu national brut étaient les suivants : Danemark, Luxembourg, Norvège, Royaume-Uni et Suède. En 2013, l'Allemagne, l'Autriche, les États-Unis, la Finlande, l'Islande, l'Italie, la Pologne et la Slovénie ont augmenté leurs budgets d'aide, mais n'ont pas atteint l'objectif de 0,7 %.

D'après le rapport, l'aide continue d'être fortement concentrée, les 20 premiers bénéficiaires recevant plus de la moitié de toute l'aide. Bien qu'en 2013, le montant de l'aide ait augmenté de 12,3 % pour les 49 pays les moins avancés, l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne a diminué de 4 % entre 2012 et 2013, se chiffrant à 26,2 milliards de dollars.

L'accès aux marchés s'améliore, mais les promesses du G20 n'ont pas été tenues

Il est fait état dans le rapport de plusieurs changements intervenus dans les politiques commerciales qui peuvent contribuer à améliorer l'accès des pays en développement aux marchés, notamment de l'expansion rapide de la chaîne de production mondiale, les biens intermédiaires provenant de plus en plus de producteurs du monde entier, ce qui ouvre des débouchés à l'exportation pour certains pays en développement et oblige les autres à intégrer leurs exportations dans les chaînes de production existantes.

Les pays en développement continuent de réduire les droits de douane et de permettre que la part des importations des pays en développement exemptées de droits augmente. Le rapport indique toutefois que les pays développés doivent faire davantage pour remédier aux effets préjudiciables des mesures non tarifaires sur l'aptitude des pays en développement à participer à l'économie mondiale. Bien que les membres du Groupe des Vingt (G20) aient réaffirmé leur volonté de s'abstenir de prendre des mesures protectionnistes, ils ont créé de nouvelles restrictions au commerce en 2013, ce qui pourrait compromettre la crédibilité des engagements pris par le Groupe en faveur d'un système commercial ouvert et libéral.

Alors que l'échéance de 2015 approche, le Groupe de réflexion engage les pays développés à fournir un dernier effort en vue d'améliorer l'accès des pays en développement aux marchés et à continuer de s'employer à supprimer toutes les subventions aux exportations agricoles, les mesures d'aide intérieures qui faussent les échanges commerciaux et les politiques protectionnistes qui entravent l'accès à l'économie mondiale.

La soutenabilité de la dette s'améliore, mais les risques d'augmentation de la dette se multiplient

L'équilibre budgétaire des pays en développement pris dans leur ensemble continue de s'améliorer. La dette extérieure des pays en développement pris dans leur ensemble ne représentait que 22,6 % de leur produit intérieur brut (PIB) combiné en 2013, soit une baisse de plus de 10 points de pourcentage depuis 2003. Cependant, les niveaux de la dette à court terme et le rapport entre le service de la dette et les exportations continuent d'augmenter, indiquant que certains pays risquent de nouveau le surendettement.

En juin 2014, 35 des 39 pays pauvres très endettés (PPTE) avaient atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE et bénéficié d'un allègement de la dette. Mais plusieurs d'entre eux s'acheminent de nouveau vers des niveaux modérés ou élevés de la dette, ce qui appellera un autre allègement pour les pays les plus pauvres du monde. En outre, certains pays ont été exclus du dispositif d'allègement de la dette, et les niveaux d'endettement dans de nombreux petits États sont très élevés et particulièrement inquiétants.



UNITED NATIONS

Les pauvres n'ont guère accès aux médicaments essentiels, qui coûtent trop cher et font défaut

Les pays en développement n'ont pas suffisamment accès aux médicaments essentiels. Pour remédier à ce problème, il faut des médicaments en quantité suffisante et à des prix abordables. En 2013, les médicaments essentiels n'étaient disponibles que dans 55 % des établissements de santé publics et 66 % des établissements privés. Le prix des médicaments génériques reste élevé pour les patients des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (tranche inférieure) et il est en moyenne trois fois supérieur au prix de référence international.

L'utilisation des technologies augmente rapidement

L'accès des pays en développement aux technologies de pointe continue de croître rapidement, en particulier l'utilisation de la téléphonie mobile et d'Internet. D'ici à la fin de 2014, le nombre d'abonnements à un service de téléphonie mobile dans ces pays représentera 78 % du total mondial. De même, l'utilisation d'Internet continue de progresser plus vite que dans les pays développés, pourtant la plupart des plus de 4 milliards de personnes sans accès à Internet vivent dans les pays en développement.

Des inégalités d'accès aux technologies de pointe persistent entre pays développés et pays en développement. En 2014, le taux de pénétration de la téléphonie mobile à haut débit devrait atteindre 84 % de l'ensemble de la population dans les pays développés, mais il ne devrait pas dépasser 21 % dans les pays en développement. Pour la plupart des habitants des pays en développement, les prix du haut débit restent inabordables même s'ils continuent de baisser.

Il faut renouveler l'engagement pris en faveur du partenariat mondial pour atteindre les objectifs du programme de développement pour l'après-2015

2015 étant la date butoir pour la réalisation des OMD, dans le monde entier les dirigeants ont préconisé l'établissement d'un programme de développement à long terme, qui vise à améliorer les conditions de vie sur Terre et à protéger la planète pour les générations à venir. Pour que ce programme aboutisse, le Groupe de réflexion demande aux États de renouveler leur engagement politique envers la coopération au service du développement afin d'élaborer un ensemble cohérent de mesures en faveur du développement mondial.

Le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Coprésidé par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et le Programme des Nations Unies pour le développement, le Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a été chargé par le Secrétaire général en mai 2007 d'améliorer le suivi des engagements pris au titre du huitième objectif du Millénaire pour le développement (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement). Il rassemble plus d'une trentaine d'organismes des Nations Unies et autres organismes internationaux et a principalement pour objet de suivre systématiquement les engagements internationaux existants et de mettre en évidence les difficultés et les obstacles qui en entravent la concrétisation aux niveaux international, régional et national, dans les domaines de l'aide publique au développement, de l'accès aux marchés, de la soutenabilité de la dette et de l'accès aux médicaments essentiels et aux nouvelles technologies.

On trouvera un complément d'information à l'adresse :
www.un.org/millenniumgoals

Contacts pour les médias

M. Wynne Boelt, boelt@un.org, 1 212 963 8264 – Département de l'information du Secrétariat

M. Boaz Paldi, boaz.paldi@undp.org, 1 212 906 6801 – Programme des Nations Unies pour le développement